

Discours de clôture du Colloque sur le 220^e anniversaire de la République



José Gulino
Grand Maître du
Grand Orient de France

L'intérêt de ce colloque aura été, dans une approche historique, juridique et philosophique, de remonter aux sources de la République, la première d'entre elles, en retrouvant ses origines plus anciennes encore dans le siècle des Lumières, mais aussi de dessiner en contrepoint, au fil des contributions, les apports respectifs des autres Républiques.

La République est plus que jamais, aujourd'hui, une valeur centrale de la vie politique française. Le mot est utilisé en toutes situations. Sa dénaturation est flagrante. Tout le monde est aujourd'hui républicain. Le sens du mot République n'est plus maîtrisé, il n'est plus compris. Nous vivons l'ère des « *voleurs de mots* », rendue possible car les mots ne sont plus chargés de sens mais, de plus en plus, d'affect.

« *Comment redonner sa puissance à l'Empire ? demande l'empereur au Sage. Sire, en redonnant leur sens aux mots* », disait Lao Tseu. Devant l'ampleur de la tâche, pouvons-nous garder espoir ? Bien sûr, car si l'idée républicaine est profondément en crise, elle reste une idée, un concept, éminemment modernes.

Comment définir la République ? La République, c'est d'abord et avant tout l'idée de l'émancipation. Emancipation sociale, économique et politique.

Le champ social

L'émancipation républicaine déclinée dans le champ social appelle la disparition des classes sociales, donc de l'origine des hommes. La seule distinction admise est celle découlant des mérites de chacun, c'est-à-dire résultant du travail et du talent.

Le projet est rendu possible par l'éducation. Mais nous assistons aujourd'hui à la remise en cause de ce projet. Au mérite « personnel » se substitue « l'origine » sous toutes ses formes : culturelles, sociales, ethniques... Les discriminations réapparaissent avec force. Le projet social républicain, celui de l'égalité, vit une crise profonde.

Le champ économique

L'émancipation républicaine déclinée dans le champ économique s'appuie sur le principe de la libre entreprise mais aussi sur celui de l'encadrement des activités assurant la redistribution des richesses. Il s'agit de réaffirmer que le contrat social – le vivre ensemble – est l'objectif essentiel de toute société, sans pour autant empêcher la création de richesses.

Le modèle social assure la mise en œuvre de la solidarité nationale comme illustration du principe de fraternité. Ce modèle est aujourd'hui remis en cause : systèmes assurantiels, retraites, assurance maladie se privatisant, hausse de la pauvreté, crise du logement...

Le champ politique

L'affirmation du modèle du citoyen qui agit en conscience, libre et éclairé, a reculé. Nous assistons en effet à un recul des principes qui ont fondé la République découlant de la philosophie des Lumières. Le citoyen n'est plus l'élément premier de la souveraineté.

Or, la souveraineté du citoyen libre était l'une des revendications essentielles des révolutionnaires de 1789 contre la monarchie absolue. Le projet républicain affirmant la liberté du citoyen est en crise. Il n'est de voir la réalité du pouvoir de la finance. Je vous renvoie à la lecture de *l'Horreur économique* de Vivianne Forester. C'est pourquoi le Grand Orient de France demande la séparation de l'Etat et de la finance.

Nous devons en conséquence agir pour que chacun de nos citoyens connaissent, dans les trois champs d'action – social, économique et politique – la réaffirmation concrète des principes fondateurs de liberté, d'égalité et de fraternité. La laïcité venant lier et cimenter l'ensemble. Cette laïcité dont le candidat à la présidence de la République François Hollande nous a promis dans ce Temple la constitutionnalisation en novembre dernier.

Nos espoirs sont blessés. Mais notre volonté et notre lucidité restent intactes. C'est dans cet esprit et fort de ces convictions que j'ai proposé la rédaction de Cahiers de doléances portant sur la République, la citoyenneté et la laïcité qui seront remis aux pouvoirs publics. J'invite tous les francs-maçons et tous ceux qui le souhaitent à contribuer à ce travail. Il nous appartient, à nous francs-maçons, forts de notre histoire et du travail de nos loges, de porter l'espérance au-delà des portes de nos Temples. Comme le disait Henri Bergson, « *l'avenir n'est pas ce qui va arriver mais ce que nous allons en faire* ».

José Gulino,
Grand Maître du Grand Orient de France,
Président du Conseil de l'Ordre